

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative
Bd George Sand 36000 CHATEAUROUX
36000 Chateauroux

Châteauroux, le 11/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LAVAUX (ex ROCA)
1 RUE DE LA POUDRERIE
LA BALLASTIERE
37700 Saint-Pierre-Des-Corps

Références : -
Code AIOT : 0010002886

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2025 dans l'établissement LAVAUX (ex ROCA) implanté Les Pièces de Parçay (1) 36250 Saint-Maur. L'inspection a été annoncée le 20/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAVAUX (ex ROCA)
- Les Pièces de Parçay (1) 36250 Saint-Maur
- Code AIOT : 0010002886
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation ROCA est située sur le territoire de la commune de St Maur et est régie par l'arrêté préfectoral 2009-11-215 du 24 novembre 2009 modifié, la superficie autorisée est de 22 ha 65a 35 ca. Les matériaux extraits sont du calcaire, l'exploitant réceptionne des déchets inertes qui sont concassés, criblés puis revendus aux entreprises de travaux publics. Des installations mobiles (concasseur à percussion, cribleuses) permettent de traiter in situ le gisement. L'extraction à ciel ouvert à sec est réalisée à l'aide d'une pelle hydraulique, les tirs de mines sont interdits. Un changement d'exploitant a été acté par APC du 12/12/2024 au profit des CARRIERES LAVAUX.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Extraction	Arrêté Préfectoral du 24/11/2009, article III.4.D	Demande d'action corrective	2 mois
8	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 24/11/2009, article III.5.A.c	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 24/11/2009, article III.5.A.d	Demande d'action corrective	3 mois
10	Poussières	Arrêté Préfectoral du 24/11/2009, article III.5.b a	Demande d'action corrective	2 mois
11	Déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 BIS	Demande d'action corrective	2 mois
12	Déchets	Arrêté Préfectoral du 24/11/2009, article III.5.C.d	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
13	Bruit	Arrêté Préfectoral du 24/11/2009, article III.5.De	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise à jour administrative	Arrêté Préfectoral du 24/11/2009, article II.2	Sans objet
2	Suivi annuel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 24/11/2009, article III.7 b a	Sans objet
4	Bilan annuel	Arrêté Préfectoral du 24/11/2009, article III.7.B.a	Sans objet
5	Extraction	Arrêté Préfectoral du 24/11/2009, article III.4.D a	Sans objet
6	Quantités autorisées	Arrêté Préfectoral du 24/11/2009, article I.2.B	Sans objet
7	MAJ garanties financières	Arrêté Préfectoral du 24/11/2009, article II.1.D	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à jour administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2009, article II.2
Thème(s) : Situation administrative, modification installation
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par l'exploitant aux installations [...] doit être portée, avant réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation
Constats : Pas d'écart constaté. La situation administrative de l'établissement est à jour, un changement d'exploitant a été acté le 12/12/2024 au profit de la société LAVAUX. L'exploitant envisage de faire une demande pour l'usage d'explosif de façon limitée sur des massifs à roches dures.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Suivi annuel d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2009, article III.7 b a
Thème(s) : Autre, plan orienté
Prescription contrôlée : Un plan orienté à une échelle adaptée à la superficie de la carrière est dressé chaque année[...]et fait apparaître notamment : [...].
Constats : Pas d'écart constaté. Sur le plan orienté, les piézomètres ne sont pas identifiés car les piézomètres sont situés chez les riverains qui ne souhaitent plus permettre l'accès, des piézomètres vont prochainement être installés (cf. point 10).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2009, article III.4.D
Thème(s) : Situation administrative, phasage
Prescription contrôlée : L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage[...]
Constats : L'extraction ne respecte pas le phasage défini dans l'arrêté préfectoral du 24/11/2009 modifié

notamment par l'ap du 23/11/2015, l'exploitant a pris du retard il aurait dû entrer dans la phase 3. En 2024, aucune surface n'a été décapée, le décapage a été réalisée en janvier 2025. Le phasage doit être mis à jour.

Écart constaté: retard dans l'exploitation de la carrière

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Bilan annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2009, article III.7.B.a

Thème(s) : Autre, mesures

Prescription contrôlée :

Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, les volumes de remblais amenés, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, poussières,...), les accidents et les faits marquants de l'exploitation est annexé au plan sus-nommé [...] sont transmis chaque année avant le 1er février à l'inspection des installations classées.

Constats :

Pas d'écart constaté.

Le rapport annuel d'exploitation 2024 a été transmis le 24/02/2025. L'inspection des installations classées a adressé le 17/02/2025 un courrier de rappel à l'exploitant sur la nécessité de transmettre le rapport annuel au 01 février de chaque année.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2009, article III.4.D a

Thème(s) : Autre, côte

Prescription contrôlée :

Le carreau de la carrière a pour côte minimale 140 m NGF

Constats :

Pas d'écart constaté.

La côte minimale du carreau de la carrière relevé est à 141.48 m NGF (<à 140 m NGF).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Quantités autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2009, article I.2.B
Thème(s) : Autre, tonnage annuel extrait
Prescription contrôlée : La quantité maximale de matériaux extraits de la carrière sera de 200 000 t/an.
Constats : Pas d'écart constaté. La quantité maximale de matériaux extraits de la carrière pour l'année 2024 s'élève à 28 550 T (<200 000 t/an).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : MAJ garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2009, article II.1.D
Thème(s) : Situation administrative, garanties financières
Prescription contrôlée : L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins 3 mois avant leur échéance ou en cas d'évolution de l'indice TP01 justifiant de leur actualisation
Constats : Pas d'écart constaté. L'exploitant a transmis le 24/02/2025, l'acte de cautionnement des garanties financières pour la phase 2 en tenant compte des surfaces relevées en 2024, valable du 12/12/2024 au 22/11/2028.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2009, article III.5.A.c
Thème(s) : Risques chroniques, qualité des eaux de rejet
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales[...] doivent respecter les prescriptions suivantes:[...]
Constats : Les eaux pluviales non-polluées rejetées dans le milieu naturel ne sont pas analysées avant rejet. L'exploitant n'a pas connaissance de la présence d'une buse de rejet au sud-est du site comme indiqué dans l'arrêté préfectoral du 24/11/2009, selon l'exploitant les eaux de pluie s'infiltrent directement dans les sols. L'exploitant devra vérifier l'existence de cette buse et demander si

<p>besoin à ce que l'arrêté préfectoral soit modifié.</p> <p>Écart constaté: absence de contrôle des eaux de pluie avant rejet dans le milieu naturel.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 9 : Eaux souterraines

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2009, article III.5.A.d</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, surveillance mensuelle</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le niveau des eaux souterraines fait l'objet d'une surveillance mensuelle à travers les 2 puits voisins de la carrière ou à défaut par la mise en place de piézomètres réalisés conformément à la réglementation en vigueur</p>
<p>Constats :</p> <p>Le niveau des eaux souterraines n'a pas fait l'objet d'une surveillance mensuelle en 2024, selon l'exploitant les 2 puits voisins de la carrière identifiés dans l'arrêté préfectoral du 23/11/2015 ne peuvent plus être contrôlés car les propriétaires s'y opposent.</p> <p>L'exploitant doit mettre en place des piézomètres réalisés conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Écart constaté: absence de contrôles du niveau des eaux souterraines en 2024</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 10 : Poussières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2009, article III.5.b a</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, surveillance annuelle</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque année, en période sèche, l'exploitant fait réaliser une mesure des retombées de</p>

poussières dans l'environnement [...].
Constats : L'exploitant n'a pas fait réaliser de mesure des retombées de poussières dans l'environnement en 2024. les mesures ont bien étaient réalisées en 2022 et 2023, sans écart. Écart constaté: absence de mesures de retombées de poussières dans l'environnement pour l'année 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 BIS
Thème(s) : Risques chroniques, PGDE
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et terres non-polluées résultant du fonctionnement de la carrière.
Constats : Le dernier PGDE date du 28/09/2016, depuis aucune mise à jour n'a été réalisée, il doit être revu tous les 5 ans. Écart constaté: absence de PGDE à jour
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2009, article III.5.C.d
--

Thème(s) : Risques chroniques, traçabilité
Prescription contrôlée : [...] A cet effet, il tient à jour un registre [...] dans lequel sont consignées toutes ces informations.
Constats : L'exploitant dispose de l'outil de traçabilité TRACKDECHETS et également RNDTS. Par échantillonnage, l'inspection des installations classées a procédé à un contrôle, aucun BSD n'a été édité en 2024 pour le pompage des déchets du séparateur d'hydrocarbures, l'inspection rappelle à l'exploitant que le séparateur d'hydrocarbures doit être vidangé minimum une fois par an, au delà il s'agit de stockage de déchets dangereux qui est susceptible d'être classé. L'exploitant va procéder à la vidange du séparateur d'hydrocarbures prochainement. Écart constaté: pas d'émission de BSD pour les déchets issus du séparateur d'hydrocarbures en 2024
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2009, article III.5.De
Thème(s) : Risques chroniques, mesure
Prescription contrôlée : Un contrôle des niveaux sonores est ensuite réalisé au moins tous les 3 ans et notamment lorsque les fronts de taille de la carrière se rapprochent de zones habitées.
Constats : La dernière mesure de bruit émis dans l'environnement a été réalisé en 2015, la mesure doit être réalisée tous les 3 ans. Écart constaté: Absence de mesure de bruit depuis plus 10 ans.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois